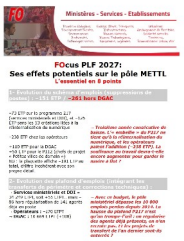
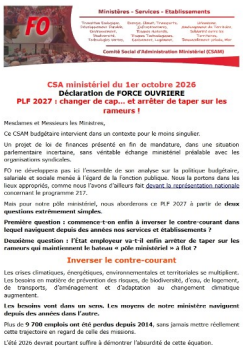
Décrypt-in*FO*

Au menu du CSA Ministériel budgétaire du 1er octobre 2026

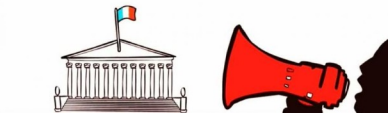
La carte des entrées


FOcus PLF 2027:
Ses effets potentiels sur le pôle METTL
L'essentiel en 8 points

Notre FOCUS PLF 2027 l'essentiel en 8 points pour le pôle ministériel (effectifs, moyens, rémunérations, action sociale, formation…) → plaquette budgétaire ICI


CSA ministériel du 1er octobre 2026
Déclaration de FORCE OUVRIERE
PLF 2027 : changer de cap… et arrêter de taper sur les rameurs !

La déclaration préalable de FO devant les ministres « PLF 2027 : changer de cap… et arrêter de taper sur les rameurs ! »



Les éléments portés par FO devant la représentation nationale pour défendre le pôle ministériel.

Les infos obtenues en séance suite à nos interventions

- Défense de l'action sociale qui aura porté quelques fruits car le budget global est quasi conservé...mais en période d'inflation ! Une alerte tout de même sur les crédits des arbres de Noël et interrogation sur la restauration collective.
- Création de 50 chefs de projet « petites villes de demain » : FO exige que pour assurer une cohérence, ces postes soient proposés en DDT et ouverts aux agents ministériels
- Annonce du maintien des effectifs des DIR et mise en place d'un million d'euros dédié à la mise en place d'une flotte tampon.
- Réforme de la communication de l'Etat: pas de transfert d'emplois au ministère de l'Intérieur, mais pour l'instant des transferts de crédits courant 2027.
- L'assurance qu'une enveloppe pour l'accompagnement des restructurations existe bien même si non présentée dans la plaquette.
- L'annonce d'une réunion avec la DIE sur l'immobilier de l'Etat et sa rénovation énergétique.
- Et malheureusement toujours aucune réponse sur la masse salariale rendue… ni sur les leviers qu'ils pourraient actionner. Un engagement du SG d'introduire le suivi budgétaire tout au long de l'année en CSAM

Dire les choses et pointer les responsabilités à contre-courant, c'est indispensable pour éviter le pire aujourd'hui et préparer l'avenir !

Fédération de l'Equipement de l'Environnement des Transports et des Services - Confédération générale du travail - FORCE OUVRIERE
46 rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS — Téléphone : 01.44.83.86.20 - Fax: 01.48.24.38.32 — e-mail : contact@feets-fo.fr - Site web : www.feets-fo.fr

Pour planter le décor…

- 1 ministre « de plein exercice »
- 3 directeurs/trices de cabinets pour suppléer l'absence des autres…
- un discours élimé sur les efforts à faire (par les agents) pour éponger la dette (pas de leur fait)
- Des remerciements pour ce que les agents accomplissent
- Des déclarations cloisonnées qui laissent un sentiment d'un pôle ministériel atomisé
- ***Nouveauté cette année*** : les ministres ont laissé les organisations syndicales parler les premières. Ce qui nous a permis de planter le décor et les questions sur lesquelles nous attendions des réponses ! Voir notre déclaration préalable.

<u>En résumé des déclarations des ministres</u> :

- Des déclarations
- Un budget contraint (toujours)
- Des baisses d'effectifs moins importantes que ce qu'on aurait pu craindre (sic): - 126 sur le pôle ministériel et – 238 sur les opérateurs.
- Préservation assumée des établissements publics qui ont sué cet été, Météo France et ONF, et de la formation ingénieur
- Une DG Environnement créé à marche forcée mais nécessaire pour peser en interministériel (car nous sommes le seul ministère à ne pas avoir une DG forte et « capée »… appréciera qui veut)
- Forêt : dès 2027, création d'une ligne budgétaire claire afin de clarifier la gouvernance ce qui est fait

et

- Aucune mesure catégorielle et aucune piste pour mettre de l'huile dans les rouages du quotidien des agents : tout est renvoyé au mieux au premier semestre 2027, avec des moyens contraints
- Quasi-statut : la ministre assume son choix de mise en extinction en contrepartie de gains indemnitaires pour les agents en poste et de meilleures perspectives de carrière.
- Création de 50 postes de chefs de projet « petites villes de demain », sur des crédits recyclés hors titre 2 (masse salariale), permettant de déployer de l'ingénierie publique mutualisée au plus proche des élus pour faire émerger leurs projets.
- Plafond d'emplois des DIR stabilisé, +5 % pour la régénération du réseau, +1 M€ par DIR pour le stock tampon des fourgons
- La DGAC poursuit ses recrutements pour anticiper les départs en retraite.
- Sécurité des agents : caméras sur les fourgons (loi RIPOST), meilleure utilisation des radars de chantier. Hausse de l'accidentologie reconnue mais engagement toujours fort pour la reconnaissance et portage du sujet bonification du service actif.
- Attachement affiché au dialogue social et à la défense des plafonds d'emploi côté Ville et logement
- Les agences (ANAH, ANRU) sont consolidées, mais les effets se reportent sur l'échelon territorial et l'administration centrale (dont la DHUP).

Les éléments de relance des débats de FO

Nous aurions pu répondre aux propos des ministres par une contre-déclaration de politique générale, et leur expliquer dans le détail pourquoi FO rejette la politique austéritaire de leur gouvernement. Mais l'expérience nous a montré que cela permettait à nos ministres de jouer la montre et de quitter le CSAM sans avoir répondu à ce qui intéresse concrètement leurs agents.

En introduction, nous avons tout de même noté un sentiment très désagréable d'un pôle ministériel qui n'existe plus. Le départ de la seule ministre présente en début de séance sans qu'elle n'écoute les représentants des autres ministres nous a profondément choqué ! Départ non annoncé et retour qui n'aura jamais eu lieu. Belle preuve du dialogue tant prôné.

FO s'est donc concentrée sur des question concrètes appelant des réponses immédiates :

→ effectifs/missions : hors DGAC, les services ministériels continuent à fondre alors que 1000 agents bossent au noir en fond de cale, et une véritable saignée pour les opérateurs, en particulier ce qui touche à l'Environnement. Et le CEREMA et l'IGN qui continuent leurs plans sociaux respectifs, le CEREMA qui continue à alimenter l'aspirateur SGP (qui dépasse les 1000 ETP!!!)

→ fiabilisation paie : quel impact des baisses d'effectifs sur les fonctions supports ?

→ externalisation des contrôles de sécurité des navires : ça n'est pas mentionné au PLF, donc les infos diffusées par la DGAMPA doivent être erronées...

→ communication de l'État : pas de mesure de transfert indiqué, on considère donc que l'instruction PM du mois d'août est tombée à la corbeille

→ masse salariale : elle baisse de 0,3 % quand l'inflation 2026 est annoncée à 3 %!! Ça ne sera pas tenable pour nombre de nos collègues !!!

→ mesures catégorielles/plans de requalification : avec 0 mesure catégorielle, on atteint la perfection en matière d'égalité de traitement : C'est 0 pour tout le monde !! Et bientôt tous au SMIC !

→ aucun budget pour les mesures d'accompagnement pour les restructurations...donc STOP à toutes les restructurations en cours ou à venir

→ utilisation masse salariale : une nouvelle fois le ministère sous-exécute la consommation de sa masse salariale en 2026. On rend tout au budget ??

→ astreintes : on reste en 2ème division ?

→ service actif : on en est où ?

→ goûtes d'huile pour gérer le court terme : semaine 4,5j, 1j récup, remisage des véhicules : ça ne coûte rien...

→ déblocage des mobilités : gouvernance à adapter et mettre de la transparence, ça ne coûte rien

→ Action sociale : stabilité ne vaut pas suffisance en période d'inflation, et alerte sur les crédits de restauration collective, les arbres de Noël et les crédits du CGCV !!

→ Crédits de sécurité au travail : les augmenter c'est bien suite à nos alertes...mais est-ce bon signe ?

→ Création de 50 postes de chefs de projet « petites villes de demain » : ce serait pas mal que ces postes soient en DDT et accessible aux agents du pôle ministériel dont c'est l'ADN !

Autant d'interpellations n'ayant pas toutes reçu de réponses (c'est peu de le dire), mais qui ont manifestement marqué les esprits vu la gravité de l'ambiance de fin de séance, et qui ont planté de décor des combats à mener pour construire un « monde d'après » pour notre pôle ministériel au-delà du seul PLF 2027!